

**RIFA - Réseau Interrégional pour l'Adaptation de la Formation  
Technique et Professionnelle aux Besoins de l'Artisanat**

## **Étude Interrégionale**

# **La Formation Professionnelle dans le Secteur Informel**

**Côte d'Ivoire, Benin, Brésil, Maroc, Honduras, Guatemala**

**Fabienne A. Baumann et Jens Kayser**

**Bfz gGmbH  
Section international  
2012**



This project is funded by  
The European Union



A project implemented by  
sequa gGmbH

## Table de Matière

<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>1. En Bref: La situation socio-économique des pays partenaires</b> .....	<b>2</b>
<b>2. Le secteur informel</b> .....	<b>3</b>
2.1. La description – la difficulté d’une définition .....	3
2.2. Le secteur informel en Afrique de l’Ouest – Idées générales .....	5
2.2.1 Le Bénin .....	6
2.2.2 La Cote d’Ivoire .....	7
2.2.3 Le Maroc .....	8
2.3. Le Secteur Informel en Amérique Latine - Idées générales .....	9
2.4. Le secteur informel dans les pays cible du RIFA - Résultats des questionnaires .....	11
Formaliser le secteur informel – le cas du Brésil .....	14
<b>3. La formation professionnelle dans le secteur informel</b> .....	<b>15</b>
3.1. Les Compétences: Comment sont-elles transmises et pourquoi sont-elles importantes .....	15
3.2. Résultats des questionnaires .....	17
3.3. Opinions et recommandations .....	19
3.4. Possibilités de transfert de connaissance: Approches de la formation professionnelle dans le secteur informel expliquées de façon exemplaire .....	21
3.4.1 Le Benin – l’approche institutionnel .....	21
3.4.2 La Côte d’Ivoire .....	21
3.4.3 Le Maroc .....	22
<b>4. Résumé</b> .....	<b>23</b>
Références .....	25

## **Introduction**

RIFA signifie le Réseau Interrégionale pour l'adaptation de la Formation technique et **professionnelle** aux besoins de l'artisanat. Le projet financé par l'UE vise à créer un réseau de formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat dans les pays cibles, principalement afin d'aider à adapter les contenus et les structures de la formation professionnelle aux besoins des entreprises. Pour ce faire, les conditions des pays cibles doivent être considérées. Ces pays sont trois pays francophones en Afrique de l'Ouest : le Maroc, le Bénin et la Côte d'Ivoire.

Les trois pays présentent dans le secteur de l'artisanat des structures très différentes pour la formation professionnelle. Alors qu'elles existent au Maroc et au Bénin déjà des approches de formation en alternance,<sup>1</sup> en Côte d'Ivoire existent des centres de formation qui offrent l'enseignement des professions diverses. Dans les trois pays, la grande majorité des artisans travaille dans le secteur informel. En plus des trois pays cibles du projet, il y a des partenaires associés d'Amérique Latine. Ce sont des organismes de formation professionnelle et des associations professionnelles du Brésil (CACB), de l'Honduras (IPC), du Guatemala (INTECAP) et du Salvador (CCIES).

Suite à l'idée de la coopération Sud-Sud, ces partenaires associés devront partager et transmettre leur expérience et leurs compétences aux partenaires des pays d'Afrique du projet. Ceci est accompli dans le cadre de la durée du projet lors de quatre conférences et ateliers à Abidjan (Mars 2010), à Curitiba, Brésil (Décembre 2010), à Fès (2011) et au Bénin (2013).

Les ateliers devront non seulement faciliter le transfert de connaissances, mais aussi créer des synergies pour que les représentants de tous les pays participants examinent la situation de l'enseignement professionnel à l'aide de cinq thèmes. Ces thèmes ont été définis collectivement lors du premier atelier à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Dans le cadre du projet, cinq études sont développées sur les thèmes prioritaires : pour chaque pays africain il y aura une étude nationale, et pour chacun des cinq sujets, il y aura une étude interrégionale, comparative et analytique. Cette étude inclue des informations provenant de trois sources principales. Premièrement, des questionnaires sont envoyés aux partenaires dans chaque pays. Par ces questions, l'information sur le sujet respective est interrogée. Il y a une bonne comparabilité entre les réponses respectives car les questions sont identiques pour chaque pays. La deuxième source sont les ateliers sur place où les partenaires analysent les forces et les faiblesses de leur système d'enseignement professionnel en relation avec le sujet respective. La troisième source est la recherche sur le sujet. Cependant, les résultats directs provenant des questionnaires et des ateliers sont primordial car l'information est donnée directement par les experts.

Cette étude traite « La formation professionnelle dans le secteur informel ». D'abord, il y a un très bref aperçu sur la situation socio-économique des pays respectives. Après une introduction sur le concept du «secteur informel» il y a une caractérisation du secteur informel en Afrique et en Amérique Latine en général ainsi que dans le pays cible Bénin, la Côte d'Ivoire et le Maroc. Le questionnaire du RIFA sur la formation professionnelle dans le secteur informel a révélé une situation distincte au Brésil qui sera présenté dans le troisième chapitre. Parmi les pays participants du projet RIFA, souvent le Brésil sert d'un modèle, comme également pour l'approche Brésilienne d'améliorer la situation de ses travailleurs du secteur informel en lançant un programme pour éliminer le secteur informel entièrement. Le troisième chapitre traite la formation dans le secteur informel, notamment les résultats des questionnaires et il contient une brève présentation de certaines approches dans les pays cibles du RIFA. Le troisième chapitre inclut également des idées et des recommandations provenant de l'étude.

## **1. En bref: la situation socio-économique des pays partenaires**

Le chapitre suivant donne un bref aperçu sur le développement socio-économique en Afrique de l'Ouest et en Amérique Latine par les indicateurs généralement associés avec le secteur informel.

---

<sup>1</sup> «Système dual» ou «formation en alternance» se réfère à la prestation de la formation professionnelle dans deux lieux d'apprentissage: une entreprise et une école professionnelle.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu des classements des plus récents concernant l'indice de développement humain, l'IDH,<sup>2</sup> et le pourcentage du secteur informel du Produit Intérieur Brut (PIB) dans les pays respectifs.

IDH	% du secteur informel du PIB
Bénin 0.4 (rang 167)	Bénin 45.2%
Brésil 0.7 (rang 84)	Côte d'Ivoire 39.9%
Côte d'Ivoire 0.4 (rang 170)	Brésil 39.8%
Guatemala 0.5 (rang 131)	Guatemala 51.5%
El Salvador 0.6 (rang 105)	El Salvador – pas d'information disponible
Honduras 0.6 (rang 121)	Honduras 49.6%
Maroc 0.6 (rang 130)	Maroc 36.4%
(UNDP, 2011)	(World Bank, 2002)

Selon les dernières perspectives économiques sur l'Afrique, le continent commence à se remettre de son récession économique causée par la récession mondiale. La croissance moyenne en Afrique était à 4,9 pour cent en 2010 et a été prévu d'être à 3,7 pour cent en 2011 et 5,8 pour cent en 2012.<sup>3</sup> Même si la reprise économique est susceptible de réduire le chômage temporaire, le chômage structurel reste élevé dans nombreux pays Africains.

Toutefois, le progrès de réduire la pauvreté a été lent en regard des autres régions en développement parce que la croissance de nombreux pays a son origine dans des secteurs qui ont une faible accointance avec le reste de l'économie. Les secteurs qui emploient les parts les plus pauvres de la population ont ainsi souvent été laissés de côté. Seulement un petit nombre de la population bénéficie de la croissance qui a peu d'impact sur la création d'emplois et sur la réduction de la pauvreté. Un des résultats est la persistance des inégalités sociales importantes dans les pays Africains, est une caractéristique générale de tous les pays en développement.

En plus, les résultats Africains concernant l'IDH sont parmi les plus bas par rapport à d'autres régions, tout en sachant que presque tous les pays ont réussi à améliorer leurs résultats au cours de la dernière décennie (2000-2010). L'augmentation du revenu par personne et le progrès d'élargir l'accès à l'éducation et la santé ont contribué de manière significative à l'amélioration, mais celle-ci est également attribuée à des normes initiales faibles. Une exception est la Côte d'Ivoire, car elle était objet d'une tension politique en 2011 après les élections présidentielles et la lutte violente entre les deux candidats. L'agitation et l'incertitude a entraîné un ralentissement des activités économiques avec un arrêt des voyages internationaux, de la coopération internationale et des marchés financiers du pays.

Bien qu'ils existent des différences dans la région, la performance économique de l'Amérique Latine a été solide depuis 2003. Alors que l'Amérique du Sud surclasse l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes, la demande forte externe d'autres économies émergentes comme la Chine et la demande forte interne ont contribué à une croissance d'environ 5 pour cent par an depuis 2003.<sup>4</sup> Naturellement la crise économique mondiale de dernières années a également affecté les économies d'Amérique Latine, cependant plusieurs pays continuent d'exercer considérablement bien par rapport au reste du

<sup>2</sup> L'indice de développement humain (IDH): Créé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1990, l'IDH est une mesure qui résume les réalisations en trois dimensions différentes et indices du développement humain: la santé, les connaissances et le niveau de vie. Ensuite, ces trois indicateurs sont statistiquement redimensionnés pour prendre des valeurs entre 0 et 1, l'un étant le score le plus élevé possible. L'IDH est calculé comme une moyenne simple de trois indices.

<sup>3</sup> African Economic Outlook, 2012. La situation du développement humain en Afrique, mesurée par l'indice de développement humain, en: <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/outlook/human-development/the-status-of-human-development-in-africa-as-measured-by-the-human-development-index/> .

<sup>4</sup> Latin American Economic Outlook 2012, publié par OCDE et ONU en: <http://www.oecd.org/dataoecd/38/35/48965859.pdf>

monde. Entre autres, le besoin des matières premières de la Chine, l'amélioration de la gestion macroéconomique et des politiques solides, sont des raisons pour les prévisions économiques optimistes pour l'Amérique Latine. Le Brésil, au regard de la taille de son marché intérieur, ses ressources naturelles et de sa gouvernance sociale des dernières années, joue un rôle accentué.

Malgré les développements prometteurs économiques, les inégalités sociales demeurent un problème, parce qu'une personne sur trois Latino-Américains (180 millions de personnes) vit encore en dessous du seuil de pauvreté et dix pays d'Amérique Latine se trouvent parmi les quinze économies les plus inégalitaires dans le monde.<sup>5</sup> Un autre problème est la faible productivité en Amérique Latine qui est en partie causée par les limites des économies en matière de diversification (en raison d'un manque d'investissement dans la recherche, du développement et de l'innovation). Il est considérable dans ce contexte que, bien que les dépenses sur les systèmes éducatifs de la région aient augmenté constamment au cours des dernières décennies, la qualité de l'offre éducative reste faible et l'accès à l'éducation reste inégal.<sup>6</sup> Cela concerne particulièrement l'accès à la formation professionnelle.

## **2. Le secteur informel**

### **2.1 La description – la difficulté d'une définition**

Dans le cadre de son «Programme mondial pour l'emploi» l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a mis en place le terme «secteur informel» dans les années 1970 dans le cadre de la «mission de l'emploi» du Kenya. Depuis, le concept a fait l'objet de différentes d'interprétations et il est notable qu'il n'existe pas de définition unique de «secteur informel».

Par conséquent, plusieurs théories ont été créées sur les origines et sur les caractéristiques du secteur informel et de «l'informalité» par définition<sup>7</sup>, relatif à la discipline de recherche où le sujet a été abordé, par exemple l'économie, la sociologie, des statistiques, le droit etc. La caractérisation du secteur informel s'appuie souvent sur les activités et les relations de travail, les modes d'emploi etc.

En générale, on peut dire que le «secteur informel» se réfère à l'activité économique en dehors de la réglementation étatique. Dans presque tous les pays en développement, le secteur informel se compose d'un large segment du marché du travail caractérisé par des faibles niveaux de capital, des faibles compétences, de la difficulté à accéder aux marchés organisés et à la technologie, les revenus faibles et instables ainsi que des mauvaises et imprévisibles conditions de travail. En outre, le secteur informel doit être clairement démarqué des activités économiques illégales telles que le commerce des drogues, le crime organisé ou le marché noir. Ces activités représentent une source de revenu et contribuent parfois considérablement à la création de prospérité dans les pays cibles du projet RIFA. Cependant, ils ne sont pas considérés de faire partie du secteur informel comme indiqué par la discussion scientifique.

En regard des parts d'économie qui sont considérés comme «secteur informel», ils existent des différences considérables entre les pays, les régions et au sein de nombreux métiers et les limites entre les entreprises et activités formelles et informelles ne sont pas toujours clairement définis. En outre, le secteur informel ne se limite pas aux zones urbaines parce qu'il existe aussi en milieu rural.

Malgré les différences, plusieurs traits typiques ont été identifiés pour le secteur informel:<sup>8</sup>

- Le manque de protection juridique pour les travailleurs en matière de services sociaux et du travail
- L'accès limité aux marchés réglementés et aux subventions
- Les frais d'intérêt élevés pour les prêts conduisant aux coûts d'investissement élevés
- Généralement, la propriété personnelle et celle d'entreprise ne sont pas séparées

<sup>5</sup> Ibid., p.9

<sup>6</sup> Ibid., p.15

<sup>7</sup> Comme résumé p.e. en Cortés, 1997, en Henley, Arabsheibani et Carneiro, 2008, et en Chaudhuri et Mukhopahyay, 2010

<sup>8</sup> OIT, cf. Overwien, 2007, p. 9

- L'organisation se repose sur la famille, sur les relations ethniques et / ou religieuse
- Les contrats ne sont pas conclus par écrit
- Le nombre élevé des travailleurs féminins
- Le travail des enfants
- Le profit est souvent consommé directement, donc rarement réinvesti.

Généralement, le secteur informel, la production de subsistance et les parts officielles ou réglementés de l'économie d'un pays sont interdépendants. Le secteur informel n'est pas informel tel qu'on pense puisque les codes de conduite entre les travailleurs, les entrepreneurs, les clients et les fournisseurs sont communs et il est souvent difficile de distinguer entre les activités formelles et informelles. En conséquence, un phénomène relativement nouveau en raison de l'intégration de l'économie mondiale et la concurrence globale est l'emploi des «arrangements de travail en mode mixte" par les entreprises, un système de la production dans lequel le travail réglementé existe aux côtés des travaux informels, souvent par le biais de sous-traitance. Cela contredit également l'idée que les activités du secteur informel sont nécessairement extra-légales ou illégales. Ce résultat signifie alors une possibilité de travailler formel et informel en même temps.

Il est prouvé que le secteur informel n'est pas un phénomène temporaire dans lequel les travailleurs attendent d'entrer dans l'économie formelle et ils seront finalement absorbés par l'économie formelle si elle se développe suffisamment pour offrir des chances significatives. La relation entre la croissance économique et le secteur informel s'est révélé être ambivalente: Dans les pays en développement et en transition, le progrès économique peut entraîner à une augmentation des activités informelles, tandis que la même chose peut s'avérer pour les périodes de crises économiques.

#### *Qui travaille dans le secteur informel ?*

Généralement, les personnes qui travaillent dans le secteur informel sortent d'un milieu socialement défavorisé et des groupes sociaux qui sont exclus de la participation au processus politique. Les relations économiques dans le secteur informel sont très personnalisées et généralement basées sur les structures familiales. Les femmes représentent souvent les deux tiers ou plus des travailleurs dans le secteur informel.<sup>9</sup> Dans de nombreux pays, l'accès à l'éducation et à la formation continue est limitée pour les femmes, entre autres parce qu'elles sont souvent appelées à assumer des rôles traditionnels. Par conséquent, les femmes sont forcées de travailler au secteur informel, étant exclues d'emplois plus sophistiqués. Dans des entreprises familiales, les enfants participent souvent au travail, trop souvent à un âge précoce, ce qui les empêche d'obtenir plus que des bases de l'enseignement général. Même s'ils ont la possibilité d'acquérir des connaissances, des compétences et des capacités, il reste très difficile pour les jeunes de trouver un emploi adéquat et d'avoir accès à un meilleur travail. Les jeunes ont alors simplement la possibilité de travailler dans le secteur informel.

Des différentes tentatives ont été faites pour créer un profil des travailleurs du secteur informel. L'OIT, par exemple, a établi les trois catégories ci-dessous:

- «propriétaire-employeurs» se réfère aux propriétaires de micro-entreprises. Généralement, ils emploient un petit nombre de travailleurs rémunérés et parfois engagent des apprentis.
- «travailleurs indépendants» sont ceux qui possèdent et dirigent une entreprise unipersonnelle et qui travaillent seul ou reçoivent de l'aide de leur famille, des travailleurs non rémunérés ou des apprentis.
- «travailleurs salariés» : personnes qui sont soit rémunéré ou non, y compris les travailleurs familiaux, les apprentis, les travailleurs à domicile, les travailleurs salariés ou des travailleurs contractuels et les travailleurs domestiques.

Le professeur allemand Bernd Overwien, qui a mené de différentes recherches sur la relation entre la formation professionnelle et le secteur informel, énumère les formes suivantes de l'emploi dans le secteur informel: Les propriétaires de petites entreprises qui travaillent à leurs compte; les commerçants indépendants, les marchands ambulants, les artisans ambulants; les employés, les travailleurs salariés, les aides, les apprentis, les travailleurs familiaux, les travailleurs à domicile ; les travailleurs occasionnels ainsi que les mendiants et les enfants des rues.<sup>10</sup>

<sup>9</sup> Cf. Overwien, 2007, p. 9

<sup>10</sup> Ibid, p. 15

Les travailleurs du secteur informel souffrent régulièrement des conditions de vie et de travail précaires. Leur vie est caractérisée par la pauvreté qui est souvent exprimée par une lutte quotidienne pour des produits de base en raison de revenus incertains, du manque d'accès aux soins de santé primaires et l'accès limité ou inexistant à l'éducation et à la formation. Certaines caractéristiques définissent le travail et la vie dans le secteur informel :<sup>11</sup>

- un faible revenu pour beaucoup d'heures à travailler
- dépendance aux fluctuations du marché
- manque d'accès aux prêts et à peine une chance d'épargner l'argent
- l'accès limité à l'éducation et l'information
- un statut juridique incertain
- en général, la protection sociale est seulement fournie par la famille
- être déconnecté des événements hors de l'environnement immédiat
- un degré élevé d'une solidarité (sociale) en famille et des groupes sociaux associés.

Toutefois, travailler dans le secteur informel peut aussi être volontaire. Ceci est souvent une option plus prometteuse pour ceux qui ont un faible niveau de capital humain, y compris les compétences, et les connaissances dans les entreprises formalisées qui ont une productivité limitée. Dans des cas exceptionnels, travailler dans le secteur informel peut signifier une source de revenu relativement élevé, même si ce travail ne nécessite pas de compétences et technologies. Par exemple, une position stratégique avec une fréquence de clientèle élevée peut permettre d'avoir un revenu très élevée pour les vendeurs de rue. Dans ce cas, le travail informel représente le choix rationnel des entrepreneurs et de ceux qui veulent trouver un moyen de contourner les réglementations gouvernementales.

## 2.2 Le secteur informel en Afrique de l'Ouest – Idées générales

Il est généralement reconnu que «le tissu industriel des pays d'Afrique occidentales est essentiellement constitué d'un grand nombre de micro, petites et moyennes entreprises opérant dans le secteur informel».<sup>12</sup>

Comme dans la majorité des pays du continent et d'autres régions en développement, le secteur informel dans l'Afrique occidentale est généralement considéré comme une partie importante des économies des pays respectifs, qui est dû surtout à cause de sa taille: Le secteur informel est estimé d'absorber 61 pour cent de la population urbaine active en Afrique, c'est pourquoi il est un point important dans l'économie nationale, car il est une source de revenu, de travail ainsi qu'une stabilité sociale.<sup>13</sup> C'est pourquoi les entreprises informelles doivent être incluses dans les agendas et programmes des gouvernements et des associations professionnelles de manière plus intense.

Il n'existe pas de statistiques précises sur les innombrables petites entreprises, des ateliers et magasins etc., qui constituent le secteur informel dans la région. Cependant, elles sont généralement réputées d'avoir la fonction d'incubateur du développement des entreprises et de la création d'emplois. On estime que le secteur informel en Afrique représente 93 pour cent des emplois créés dans les années 1990.<sup>14</sup>

Le secteur informel en Afrique, comme dans d'autres parties du monde en développement, a été considéré comme un peu accidentelle, un résultat temporaire de la transition vers une économie moderne. Le fardeau de la colonisation, la performance économique déficiente pendant la phase postcoloniale et des politiques incohérentes concernant les «ajustement structurel»<sup>15</sup> a conduit à la margina-

<sup>11</sup> Ibid., p 10

<sup>12</sup> European Community - West Africa Regional Strategy Paper and Regional Indicative Programme 2008 – 2013 en: [www.delnga.ec.europa.eu/projects/EC-West%20Africa%20Regional%20Strategy%20Paper.pdf](http://www.delnga.ec.europa.eu/projects/EC-West%20Africa%20Regional%20Strategy%20Paper.pdf), p. 16

<sup>13</sup> Maldonado, 1999, cf. Kanté, 2002, p.1

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Les ajustements structurels sont généralement les programmes initiés dans les années 1990 par des institutions internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale. Ils ont généralement inclus la privatisation, sup-

lisation et l'appauvrissement d'un nombre de personnes qui ont eu recours à des moyens alternatives de créer des revenus et des subsistances. Cette situation s'est encore aggravée par «l'héritage colonial d'exclusion».<sup>16</sup> Souvent les cadres réglementaires dans les pays africains constituent également des obstacles créés par l'état pour ceux qui travaillent dans le secteur informel.

Contrairement à la croyance commune, l'informalisation de l'économie en Afrique est en fait croissante. Il y a plusieurs raisons différentes pour ce fait. Au cours des années 1990, les économies africaines rencontraient un ralentissement général qui a conduit à une pauvreté croissante. Le fardeau d'une dette extérieure élevée - qui avait triplé entre 1980 et 1996<sup>17</sup> - a abouti à 25 pour cent du PIB étant consommé par l'amortissement de la dette. Cela limitait fortement les ressources disponibles de réduire la pauvreté et des investissements à long terme pour soutenir la croissance économique. Le ralentissement et la croissance faible du PIB a été un point important pour l'augmentation du chômage et par conséquent la croissance du secteur informel. Entre 1973 et 1993, le secteur informel a « absorbé » une grande partie du travail excédentaire, tandis qu'en même temps le secteur formel a baissé ses capacités. C'est une des raisons principales pour la croissance du secteur informel à sa taille actuelle.

Une autre raison de la croissance du secteur informel dans les pays africains est l'urbanisation. Principalement, l'urbanisation est un résultat de la migration, soit des zones rurales soit d'autres pays aux grandes villes et leur périphérie afin de trouver un emploi et des meilleures conditions de vie. L'urbanisation est également un produit des crises structurelles dans le secteur de l'agriculture en Afrique. Bien que le secteur informel s'accroisse, le nombre d'emplois disponibles n'augmente pas parce que «la croissance du secteur informel" en Afrique signifie généralement qu'au lieu des possibilités d'emploi, le nombre des unités économiques et des entrepreneurs individuels s'accroît. Par conséquent, les travailleurs du secteur informel dans les pays africains travaillent habituellement de façon indépendante. Mais si c'est le cas, ils emploient rarement plus qu'un ou deux travailleurs et les activités économiques sont souvent limitées aux entreprises familiales.

Le plus grand groupe au sein de l'économie informelle dans les pays africains est le secteur d'artisanat qui se compose comme suit: l'alimentation, la construction, bois et meubles, le métal, les vêtements et les textiles, l'hygiène ainsi que des services tels que les salons de coiffure ou la réparation automobile.

En plus, beaucoup de gens travaillent dans des métiers qui s'échangent entre le secteur formel et informel. Par exemple, crieurs gagnent leur vie par vendre des produits divers : alimentaires ou manufacturés, par demande de grands fabricants et entrepreneurs. Ces crieurs sont souvent en concurrence avec les entreprises du secteur formel. Par la sous-traitance et l'externalisation des tâches au secteur informel, les grandes entreprises contribuent à l'informalisation de la production et du travail. Souvent les employés du secteur public, par exemple de santé ou de l'éducation, recourent au secteur informel où ils exercent des activités similaires à leur profession afin de gagner un revenu supplémentaire car souvent leurs salaires ne sont pas suffisants pour mener une vie décente.

### 2.2.1 Le Bénin

Comme le Bénin ne surveille pas son secteur informel statistiquement, il est difficile de définir avec précision l'état actuel du secteur dans les zones urbaines et rurales. Toutefois, reposé sur les données compilées par l'Agence Française de Développement (AFD) en 2006, il est possible de donner un aperçu des caractéristiques du secteur informel béninois. Fondamentalement, le secteur fait partie d'une économie qui croît sans cesse, mais qui est dépendante du marché mondial du coton et des politiques commerciales et douanières du Nigeria et une conséquence de la pauvreté persistante.<sup>18</sup>

---

pression des barrières commerciales, la réduction des impôts des entreprises, la réduction des programmes sociaux, etc. Les résultats de ces soi-disant «réformes» sont discutés très controversée et leurs impacts sur les pays en développement ont été largement critiqués.

<sup>16</sup> Cf. Xaba, Horn et Motala, 2002, p.24

<sup>17</sup> Cf. Toussaint, 1999, Kanté, 2002, p.5

<sup>18</sup> AFD, La formation professionnelle en secteur informel, Rapport sur l'enquête terrain au Benin, 2006, p.7, en: <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/019-document-travail.pdf>



Le secteur informel du Bénin représente une tendance de l'informalisation du marché du travail. Plusieurs indicateurs confirment cette thèse: Entre 1992 et 2002, le nombre de personnes qui travaillent «indépendant» est augmenté de 60,5 pour cent à 70,2 pour cent.<sup>19</sup> L'emploi dans le secteur informel est resté constant à plus de 90 pour cent, tandis que l'emploi dans les entreprises du secteur formel a diminué et en 2007 il était à 0,2 pour cent de la population active. L'emploi dans le secteur public, dans les entreprises publiques et dans les organisations sans but lucratif a été respectivement de 2,9 pour cent, 1 pour cent et 0,7 pour cent en 2007 (OEA, 2011). En conséquence, la caractéristique principale de la population active du Bénin est qu'il est essentiellement informel et agricole. Entre autres, c'est un résultat des politiques de l'ajustement structurel des années 1990. Ces mesures ont mené à la privatisation et à la coupure du service public. Les licenciements ont forcé beaucoup de salariés à travailler au secteur informel tandis que le secteur formel a échoué à créer des emplois.

Des niveaux faibles d'éducation des travailleurs dans les secteurs du commerce ou de l'agriculture contribuent à la faible productivité dans ces domaines. Au cours des dernières décennies, le système d'éducation du Bénin a souffert d'un manque de soutien financier, de la désintégration de l'infrastructure et d'une pénurie des enseignants qualifiés. Bien qu'à ce jour, la scolarisation primaire est d'environ 100 pour cent, la qualité de l'éducation a souffert en raison d'une augmentation d'élèves : le ratio entre élèves et enseignants ainsi que le nombre des décrocheurs scolaires restent élevés. L'amélioration de la scolarisation primaire ouvrirait de nouvelles possibilités de formation professionnelle et pourrait augmenter la productivité et l'économie générale vers la réduction de la pauvreté à long terme.

### 2.2.2 La Côte d'Ivoire

Considérant la crise politique de 2010, la Côte d'Ivoire est distinct dû à sa situation économique. Depuis le début du conflit en 2002, l'économie ivoirienne avait récupéré même si elle reste fragile. Le secteur agricole est l'employeur principal du pays en absorbant plus de 60 pour cent de la population active (OEA, 2008). Les conséquences du dernier conflit politique ont touché les petites et les moyennes entreprises très fort, ce qui signifie une autre menace pour l'emploi formel mais aussi informel.

Dans toute l'Afrique, le marché du travail de la Côte d'Ivoire avait connu des difficultés depuis les années 1980. En raison de la réduction du secteur formel, l'emploi était diminué dans tous les secteurs également, surtout dans la construction et dans les services publics. Beaucoup de travailleurs ont trouvé un emploi au secteur informel qui a connu un taux de croissance annuel de 5,7 à 7 pour cent entre 1975 et 1990.<sup>20</sup>

La plupart des recherches récentes sur le secteur informel en Côte d'Ivoire se basent sur une enquête de 1998 sur les travailleurs dans les secteurs de la construction et de l'industrie textile dans la ville d'Abidjan.<sup>21</sup> Cette enquête révèle certains aspects du travail informel dans le pays. Elle a découvert que seulement les hommes travaillent dans la construction et que les femmes qui travaillent dans l'industrie textile étaient soit des travailleurs non rémunérés ou soit des apprentis qui paient une taxe. Les travailleurs rémunérés avaient des contrats à durée déterminée de trois mois. La rémunération dans les deux secteurs avait été structurée en fonction des compétences requises de la tâche effectuée. La plupart du temps, les travailleurs ne reçoivent pas de prestations supplémentaires telles que l'assistance en cas de maladie ou dans le cas d'accident du travail. Ceux qui paient pour leur apprentissage ne sont pas rémunérés pour leur travail, mais au lieu ils paient leurs employeurs pour la fourniture de la formation technique. La durée de l'apprentissage a été trois ans en moyenne. En général, l'enquête a révélé que l'accès au travail dans les métiers de la construction et du textile informel est fondé sur les liens sociaux, initiés par des liens familiaux, du quartier des gens, etc.

En plus, l'enquête souligne que l'obstacle majeur à l'enregistrement officiel des entreprises informel en Côte d'Ivoire est le temps nécessaire pour achever le processus d'enregistrement. Les entreprises informelles ont déclarés qu'un meilleur accès au soutien financier est le plus important pour l'enregistrement officiel.

<sup>19</sup> Ibid., p.11

<sup>20</sup> Gaufryau et Maldonado, 1997, cf. Guichaoua, 2006, p.6

<sup>21</sup> Guichaoua, 2006, p.7

### 2.2.3 Le Maroc

La croissance économique actuelle au Maroc ne semble pas être suffisante pour répondre respectivement à la croissance démographique et la croissance de la population active. Le pays se trouve confronté au principal défi de créer suffisamment d'emplois pour le nombre de personnes entrant sur le marché du travail chaque année.<sup>22</sup> Avec un nombre croissant de femmes entrant sur le marché du travail, la croissance de la population active est encore plus élevée que la croissance démographique.<sup>23</sup>

Même si en 2003 et 2004, 380.000 emplois ont été créés, près d'un tiers n'ont pas été payés. On estime que depuis 2002, chaque année, quelque 15 pour cent des personnes entrant sur le marché du travail ne trouvent pas d'emploi et sont forcés à accepter un travail non rémunéré ou d'exercer des activités informelles. Le chômage est plus élevé parmi les personnes qualifiées que parmi ceux qui ont peu ou pas de qualification, parce qu'il semble que le marché du travail favorise la sous-qualification, notamment en raison de la nécessité de maintenir les coûts de travail au plus bas afin d'augmenter la compétitivité.<sup>24</sup>

Un autre grand problème est la pauvreté qui est particulièrement répandue en milieu rural : Quinze pour cent de la population totale au Maroc a été estimé de vivre en dessous du seuil national de pauvreté en 2007.<sup>25</sup>

La structure du marché du travail marocain est caractérisée par un nombre de personnes qui travaillent à leur compte et par une diminution de la proportion de salariés du secteur formel aux zones urbaines et rurales. 42 pour cent vivent dans les milieux ruraux où plus que la moitié des personnes actives travaillent dans des entreprises familiales ou sont en apprentissage en 2004, selon le rapport AFD. Cette tendance accélère le développement du pays vers le secteur informel.

L'existence d'un secteur informel n'est pas nouvelle au Maroc: Plusieurs études ont été menées pour analyser le phénomène depuis 1984, montrant que le pays a pris conscience de l'importance de ce segment économique assez tôt. La première enquête sur le secteur de construction civil a montré que dans ce segment particulier quelques 52 pour cent de travailleurs ont été employé de manière informelle. Très peu d'entreprises sont conformes aux obligations fiscales et sociales. Il est probable que cette proportion est restée à peu près la même jusqu'à ce jour en raison des mesures inefficaces d'enregistrement des entreprises.

Dans l'industrie, le commerce et les services qui ont été l'objet d'enquêtes aux 1988 et 1997, il a été révélé que plus de 25 pour cent des emplois sont informels et que ces activités informelles sont principalement effectuées par les travailleurs indépendants, les employeurs ou associés (54 pour cent) tandis que les employés formels ne représentent que 30 pour cent. Cela souligne la nature autonome des activités informelles. En outre, l'enquête ci-après sur le même secteur a révélé que le nombre des unités informelles et de l'emploi dans le secteur informel sont augmentés chaque année jusqu'en 1997.<sup>26</sup>

Une autre enquête a analysé le secteur informel non agricole. Ce secteur particulier a contribué 17 pour cent à la création de revenus au Maroc. Les entreprises du commerce et de la réparation constituent la plus grande contribution à la création de revenu.

<sup>22</sup> Selon un rapport de l'AFD, entre 1999 et 2004, la population active au Maroc a augmenté de 10,3 millions à plus de 11 millions.

<sup>23</sup> AFD, 2006 : La formation professionnelle en secteur informel, Rapport sur l'enquête terrain au MAROC, p. 8, en : <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/016-document-travail.pdf>

<sup>24</sup> Ibid., p. 10

<sup>25</sup> Cf. CIA World Factbook, 2012

<sup>26</sup> AFD 2006, p. 13

## 2.3 Le Secteur Informel en Amérique Latine - Idées générales

Les symptômes du secteur informel en Amérique Latine, tels que la pauvreté urbaine, des emplois peu rémunérés, le travail indépendant et les conditions de vie déplorables n'ont pas été reconnus comme des problèmes sociaux depuis les années 1960.<sup>27</sup>

La recherche révèle deux raisons majeures de la persistance du secteur informel dans la région:

- Conformité ou absence de règles et règlements: les activités économiques informelles sont le résultat de la réglementation lourde ou de leur exécution inefficace. Premièrement les travailleurs et les entrepreneurs ne peuvent pas surmonter les obstacles administratifs pour rejoindre l'économie formelle. Deuxièmement, la négligence de l'application des règles et règlements renforcent l'activité informelle.<sup>28</sup>
- La performance macroéconomique: la croissance économique limitée résulte d'un manque d'emplois dans le secteur formel. Les marchés urbains en expansion initient la migration des zones rurales aux zones urbaines et résultent d'un excédent de la population active urbaine. L'industrialisation et l'intégration économique mondiale se traduisent également par la restructuration du marché du travail, envahissant les travailleurs peu qualifiés au secteur informel.<sup>29</sup>

Bien que les données sur le secteur informel dans la région n'ont pas une définition généralement acceptée et de la cohérence, l'OIT fournit une définition des travailleurs informels qui, en Amérique Latine inclut les travailleurs indépendants, les travailleurs familiaux non rémunérés, les services domestiques et les employeurs et employés des petites entreprises (5 - 10 travailleurs). Sur cette base, les données de la commission économique de l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) révèlent quelques caractéristiques générales du secteur informel en Amérique latine :

- Le plus grand groupe de travailleurs du secteur informel est celui de travailleurs indépendants, suivis par les travailleurs rémunérés des petites entreprises et les travailleurs domestiques.
- La majorité des travailleurs dans le service domestique sont les femmes (et dans certains pays parmi les travailleurs indépendants) et les femmes sont une plus petite part de travailleurs salariés.
- Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur informel que les hommes. Ceci peut être expliqué par des faits culturels et par le fait que les emplois du secteur informel souvent offrent la flexibilité nécessaire aux mères qui travaillent. En outre, plus des femmes participent au marché du travail en raison du taux de scolarisation. Ainsi que le niveau d'éducation des femmes est augmentés. Pendant des difficultés économiques de nombreuses familles ont besoin d'un revenu supplémentaire.
- Les revenus dans le secteur informel ont diminué dans tous les pays sauf au Chili.
- Les salaires dans le secteur informel sont plus bas que dans le secteur formel.
- Dans le secteur informel les femmes sont moins payées que les hommes. Même si les femmes disposent d'un niveau supérieur de l'éducation, leurs revenus sont plus bas, car elles ont généralement moins d'expérience de travail.
- La composition des familles, la migration et l'ethnie sont facteurs d'influence de la probabilité de travailler dans le secteur informel.
- En Amérique Latine les activités informelles sont concentrées aux services et concernent des biens non échangeables.

### *Les régulations, les règles et le secteur informel*

Comme on vient de l'expliquer, en Amérique Latine, les règles et les règlements ou l'absence de celui-ci peut avoir des répercussions sur la dimension du secteur informel. Les enquêtes ont prouvés que l'application inefficace ou l'absence de règlements clés du marché du travail facilitent des activités informelles. D'autre part, une stricte réglementation impose des coûts supplémentaires aux activités

<sup>27</sup> Bifani, 1987, pp.74-75, cf. Cortés, 1997, p.71

<sup>28</sup> Freije, sans an, p.1

<sup>29</sup> Lora et Oliviera, 1998, cf. Freije, pages 22-23

économiques que beaucoup d'entreprises ne peuvent pas se permettre. Souvent ce sont les frais administratifs, coûts de la paperasserie ou opérationnel. Les coûts prévus et les obstacles bureaucratiques sont considérés par nombreux participants du projet RIFA comme des facteurs clés qui empêchent les entreprises informelles de s'engager au processus de formalisation. C'est pourquoi les gouvernements sont attendus à fournir plus d'orientation et un processus simplifié d'enregistrement aux entreprises formelles. C'est la stratégie du programme *Empreendedor Individual* au Brésil.

En outre, le secteur informel en Amérique Latine a deux façons d'interaction avec le secteur formel. Il est prouvé que le secteur informel est utilisé par les entreprises du secteur formel comme une occasion d'éviter certaines taxes et dépenses par l'exploitation de son travail pas cher. En outre, le secteur informel peut combler le vide parce que les possibilités du marché sont ignorées par le secteur formel. Cela se fait principalement par la distribution de biens ou de services aux domaines dans lesquels le secteur formel ne peut ou ne veut pas être active.

#### *La pauvreté et la protection sociale*

Bien que la pauvreté et le travail dans le secteur informel ne sont pas connectés naturellement - certains entrepreneurs informels font un bon bénéfice - la pauvreté peut être un résultat ou une cause des activités informelles. C'est pourquoi les salaires sont plus bas que dans le secteur formel, et nombreuses personnes qui travaillent dans le secteur informel n'ont pas les moyens pour financier l'éducation ou d'entrer sur le marché du travail formel. Dans le secteur informel il y a un manque de protection sociale, parce qu'en relation des activités économiques informelles, les contributions à la sécurité sociale ou aux impôts sont habituellement évitées. Par conséquent, il est crucial que gouvernement inclut le secteur informel dans sa politique sociale, car ce secteur reste un outil d'exclure une grande partie de la population active de la protection sociale.

## 2.4 Le secteur informel dans les pays cibles du RIFA - Résultats des questionnaires

La table suivante présente les réponses des partenaires du RIFA du questionnaire concernant l'information générale sur le secteur informel.

	<b>Bénin</b>	<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>Maroc</b>	<b>Guatemala</b>	<b>Honduras</b>
<i>Différences entre les milieux ruraux et urbain; Taille du secteur informel</i>	Le secteur informel est une survivance de l'artisanat et du secteur commercial traditionnel, qui emploie environ 80 pour cent de la population active	D'après le secteur agricole, le secteur informel est le secteur le deuxième plus grand de l'emploi, ce qui représente 39 pour cent du PIB et 32 pour cent de la population active	Le secteur informel non agricole comprend 37,3 pour cent de l'économie et contribue à 14,3 pour cent du PIB. 70 pour cent de toutes les entreprises informelles opèrent dans les zones urbaines. Le secteur agricole est presque entièrement informel.	Le secteur informel couvre entre 30 et 35 pour cent du PIB. En milieu rural, jusqu'à 90 pour cent de la population active travaille en activités informelles, tandis que 70 pour cent du secteur se trouve dans les zones urbaines. La rémunération des travailleurs dans les zones rurales est plus faible que dans les villes.	Le secteur informel couvre 29,9 pour cent de l'économie. La différence entre les zones rurales et urbaines est le résultat de différences dans l'accès à l'éducation et à la santé, aux possibilités d'emploi et au coût de la vie.
<i>Portrait du secteur informel et la nature de l'emploi</i>	Le secteur de l'artisanat est généralement attribué au secteur informel, car les entreprises ne sont pas conformes aux réglementations fiscales. Surtout, l'emploi est aussi créé par les activités agricoles, l'élevage du bétail, la pêche et le commerce.	Le secteur se compose de petites unités de production non enregistrées, opérant dans les segments non-agricoles de l'économie. Le niveau d'organisation des travailleurs est faible, la séparation des activités et des actifs personnels est limitée. Les relations d'affaires sont caractérisées par la famille proche et des liens personnels / sociaux.	Le secteur informel représente 57 pour cent du commerce, 20 pour cent des services, 17 pour cent de l'industrie et de 5,4 pour cent de la construction. 49 pour cent des activités ne sont pas exécutées dans les locaux fixes.	Les personnes dans le secteur informel sont: Les travailleurs domestiques, les travailleurs non qualifiés, les travailleurs indépendants, les travailleurs salariés, les employés payés par des entreprises privées ou le travail dans les petites entreprises [moins de 6 employés].	Le travail est effectué principalement dans les petites entreprises et la famille, par des vendeurs ambulants, des services et de la vente des aliments.

<p><i>Pourquoi est-ce que beaucoup des personnes travaillent dans le secteur informel?</i></p>	<p>À cause du chômage et de sous-emploi les gens recourent aux secteur informel. L'économie est affaiblie par des problèmes structurels avec les pays voisins du Nigéria: Les produits nigériens inondent le marché béninois, endommageant le secteur de l'artisanat et en forçant l'économie à se concentrer plutôt sur les importations que d'exporter ses propres produits.</p>	<p>Le secteur informel fournit des revenus à ceux qui ont quitté les zones rurales pour travailler dans les grandes villes. En outre, le travail informel est un moyen d'échapper au chômage généralisé. Beaucoup de gens d'un faible niveau d'éducation ne trouvent pas de travail dans le secteur formel, mais ils ont une chance dans le secteur informel.</p>	<p>Il y a des raisons différentes selon la profession, l'âge et l'expérience de travail. L'ignorance des affaires concernant les impôts et la réglementation des entreprises est un obstacle à l'enregistrement officiel des activités informelles. En outre, l'accès limité aux prêts, les contributions élevées au système de protection sociale et les revenus faibles rendent un enregistrement formel pour les entreprises inabordable.</p>	<p>Le secteur de la production ne génère pas suffisamment d'emplois formels. Les coûts élevés et des barrières administratives pour la formalisation des entreprises informelles sont un obstacle et la faible application de la réglementation du travail est favorable à l'informalisation.</p>	<p>Il y a beaucoup de raisons, principalement il n'y a pas d'alternative au travail informel.</p>
<p><i>Les conditions de vie des travailleurs du secteur informel</i></p>	<p>Le secteur informel principalement est composé par les femmes et les jeunes.</p>	<p>Le revenu dans le secteur informel est à un niveau de subsistance, donc très faible. Beaucoup des ex-soldats, invalides de guerre et souvent les diplômés des écoles d'enseignement supérieur qui ne trouvent pas du travail ailleurs, recourent au secteur informel.</p>	<p>Le travail est souvent caractérisé par un faible revenu et des conditions malsaines. L'amélioration de l'accès au microcrédit est nécessaire afin de façonner l'équipement et le capital pour les entreprises. La formation continue et la déclaration de zones spéciales de la protection d'artisanat pourront améliorer la productivité et les conditions de travail.</p>	<p>L'incertitude du revenu et le lieu de travail, l'absence de sécurité sociale, un faible niveau d'éducation. L'état peut améliorer les conditions par un financement accru pour l'éducation et la formation professionnelle et en couvrant le secteur informel avec l'aide sociale.</p>	<p>La vie dans le secteur informel est au niveau de la subsistance, le revenu est satisfaisant seulement aux besoins de base: Les chances d'entrer sur le marché du travail formel sont faibles.</p>

<p><i>Entrer dans le secteur formel: La Motivation et les possibilités</i></p>	<p>Le transfert d'une entreprise informelle au secteur formel est pratiquement peu probable parce que les ressources financières et administratives sont très limitées. Bien que beaucoup d'entreprises préfèrent de se formaliser, il n'y a pas assez de coopération de la part du gouvernement.</p>	<p>Ceux qui travaillent dans le secteur informel dans la plupart des cas n'ont pas un niveau suffisant d'éducation pour être admissible à l'emploi formel.</p>	<p>Il n'y a pas de motivation pour la formalisation par le gouvernement en raison d'un manque de communication et de malentendus: les artisans ne sont pas suffisamment informés sur les stratégies et mesures gouvernementales. Les réformes respectives ne sont pas basées sur les besoins des entrepreneurs du secteur informel.</p>	<p>Les obstacles à la formalisation sont les suivants: l'administration complexe et les frais ainsi que le fardeau des impôts. Les stimulants sont : l'intégration dans le système de protection sociale et la possibilité d'étendre ses activités aux institutions étatiques et les entreprises formelles.</p>	<p>Les obstacles principaux à la formalisation sont le manque de possibilités de soutien financier et un accès limité à la technologie.</p>
<p><i>Est-ce que le secteur informel est accepté ? Est-ce que le secteur informel est intégré dans la stratégie économique?</i></p>	<p>Le secteur informel a été reconnu comme un partenaire social, ainsi que son rôle important pour le secteur de l'artisanat. Également, le secteur informel est intégré dans l'approche institutionnelle de la formation professionnelle.</p>	<p>Le secteur informel bénéficie d'attention par plusieurs ministères. Il est reconnu comme une partie importante de l'économie en raison de son potentiel à créer des emplois et des revenus et donc de réduire la pauvreté. Le secteur est également important pour l'amélioration de l'image des produits locaux.</p>	<p>Alors que les segments informels de l'agriculture et de la pêche sont reconnus, le secteur de l'artisanat ne l'est pas. Selon les artisans locaux, le secteur informel n'est pas suffisamment reconnu de sa contribution à l'industrie du tourisme et de la création de possibilités d'emploi. Les artisans se sentent généralement exclus et non pris en charge.</p>	<p>Au Guatemala, le secteur informel n'est pas considéré comme un pilier du développement économique, il est plutôt perçue comme une menace à l'économie formelle qui crée l'emploi et paye les taxes. Généralement, on croit que dans le secteur informel, la formation professionnelle n'existe pas. Dans certaines parties du pays, le secteur est reconnu [par exemple au Guatemala-City] par des programmes visant à l'amélioration des conditions de travail des vendeurs mobiles.</p>	<p>Au gouvernement hondurien il y a un secrétaire d'état pour le secteur informel. La recherche sur la formation professionnelle dans le secteur informel reste encore à faire. Le gouvernement a une stratégie d'une intégration du secteur informel et il tente de profiter de son existence.</p>

## 2.5 Formaliser le secteur informel – le cas du Brésil

Peu a été mentionné sur la façon comme les pays traitent l'existence du secteur informel. Ce chapitre sert à donner un bref aperçu d'un programme politique qui représente une telle stratégie d'adaptation.<sup>30</sup> Tout en interviewant les partenaires RIFA, il s'est avéré que le Brésil met en œuvre un programme qui vise à éliminer le secteur informel dans sa forme actuelle. Cette transformation vise à formaliser les entités commerciales dont l'économie brésilienne informelle se compose.

Quoi que soit le statut de l'informalité au Brésil, tous les travailleurs du secteur informel ont en commun qu'ils ont des contrats de travail informels et par conséquent illégaux. Le résultat est que pour les employés et les travailleurs des avantages, vacances, etc. sont négociables et les travailleurs non enregistrés ne sont pas admissibles aux prestations de chômage, les congés de maternité et d'autres mesures de sécurité sociale. Considérant les faits mentionnés ci-dessus, la question centrale sur la formalisation du travail informel est déjà en partie répondue: en incluant les entreprises et leurs travailleurs qui ont été informelles par le passé au secteur formel. Ils seront également inclus dans la sécurité sociale ainsi que les régimes d'éducation et d'impôt. Le gouvernement du Brésil s'intéresse aussi du point de vue économique de la formalisation.

### *Les contraintes à la croissance économique et le rôle du secteur informel*

Après un ralentissement économique mondial, la plupart des pays latino-américains étaient rétablis depuis les années 1990, la croissance économique du Brésil reste aux taux modestes.<sup>31</sup> Il est soutenu que la taille considérable de la «marché gris», qui représente environ 40 pour cent du RNB du Brésil (revenu national brut, tel que mesuré par la banque mondiale) est une contrainte majeure à la croissance économique. Dans onze secteurs différents, plus que la moitié de la population active travaille informelle. La grande partie des activités informelles dans l'économie du Brésil résulte des distorsions graves parce que les entreprises, les petites entreprises et les travailleurs qui, par exemple, évitent les impôts et ignorent la sécurité et les normes de qualité, ont des avantages sur leurs concurrents qui respectent les exigences légales. Parmi d'autres, en Brésil le surplus du travail non qualifié est une forte motivation pour l'informalité. Il est intéressant que le surplus de travail non qualifié soit considéré comme une raison majeure pour la croissance du secteur informel, car cela souligne l'importance de l'éducation et la formation professionnelle dans l'amélioration de l'inclusion du secteur informel dans les systèmes sociaux ou fiscaux.

Les décideurs politiques et les universitaires affirment que la productivité et les investissements pourraient être augmentés par détrôner de l'informalité. En outre, le coût de travail peut être réduit et les distorsions du marché évités. Si c'est cela que le gouvernement brésilien avait en tête quand il a lancé le programme Empreendedor Individual (EI)<sup>32</sup> en Juillet 2009 sera objet de recherches futures. Le programme entrepreneur individuel fait partie de la «Leis Complementar 128» adoptée par le ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC) et le ministère des finances (MF) en Décembre 2008. Grâce au programme EI, des conditions spéciales ont été créées afin d'officialiser les plus petites entreprises opérant dans le secteur informel au Brésil. À la fin de l'année 2010 l'initiative du gouvernement avait déjà atteint 850.000 personnes à travers le pays.

C'est ainsi que le programme EI fonctionne: Toutes les personnes qui sont intéressés est admissible à la formalisation doivent s'inscrire auprès d'un système fiscal spécial, le *Simples Nacional*. L'admissibilité est accordée si la personne est considérée comme un entrepreneur individuel, qui travaille seul ou avec un maximum d'un employé. Le système *Simples Nacional* se base sur un régime fiscal simplifié et réduit. Les entrepreneurs individuels enregistrés n'ont pas à payer d'autres taxes fédérales, mais seulement d'une taxe réduite (51 - 55 R \$ par mois) de la protection sociale et de taxe municipale. Quelques autres avantages sociaux sont accordés aux entrepreneurs. Il est évident que l'intégration dans le réseau de sécurité sociale de Brésil est d'une grande utilité pour les familles en question.

<sup>30</sup> En raison du programme EI et la perception de facto de la non-existence du secteur informel, les partenaires du Brésil ont choisis de ne pas répondre au questionnaire RIFA sur la formation professionnelle dans le secteur informel. Toutefois, les partenaires brésiliens du projet ont fourni des informations détaillées sur le programme EI.

<sup>31</sup> Cf. Bezerra et Cavalcanti, 2007, pages 3-4

<sup>32</sup> <http://www.portaldoeempreendedor.gov.br/modulos/inicio/index.htm>



Le service brésilien d'appui aux micro- et petites entreprises (SEBRAE) est l'organisation principale de la mise en œuvre du programme, en coopération du ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC). Depuis l'introduction du programme, SEBRAE organise une semaine annuelle d'entrepreneur individuel à travers du pays, où les personnes intéressées peuvent s'inscrire non seulement à la formalisation, mais également participer à un certain nombre de cours de formation.

### **3. La formation professionnelle dans le secteur informel**

#### **3.1 Les Compétences: Comment sont-elles transmises et pourquoi sont-elles importantes**

Par le passé, le développement économique des pays en développement a été entravé par multiples facteurs tels que les guerres et l'instabilité politique, le climat et les conséquences du changement climatique, l'accès limité aux technologies et la faiblesse des investissements, faibles niveaux d'éducation, la faiblesse des systèmes de santé, la migration, la fuite des cerveaux et l'exclusion des marchés mondiaux en raison de l'état actuel de la mondialisation. En raison de ces obstacles considérables, surtout de nombreux pays en Afrique, souvent sous la pression des organisations financières internationales comme le FMI et la banque mondiale, ont amené en cours les politiques d'ajustement structurel. Ces politiques comprennent plus ou moins les mêmes stratégies: la privatisation et la libéralisation des marchés, des capitaux et des marchés du travail afin d'améliorer la compétitivité. L'hypothèse est que ces mesures d'ajustement conduisent à un changement dans la demande de compétences parce que les nouveaux marchés se développent, les nouvelles technologies sont utilisées et la production et le travail sont réorganisés.

Toutefois, les mesures d'ajustement et de l'exposition aux conséquences de l'intégration mondiale ont plutôt abouti à la contraction des marchés du travail formel, à l'informalisation croissante et à une diminution des ressources pour la formation en cas des réductions de dépenses font partie du «paquet d'ajustement».

Concernant la formation en relation du secteur informel, il est noté qu'il y a deux grandes approches: (i) La formation *pour* le secteur informel, la formation est transmise par les institutions officielles qui sont par exemple opérés par le gouvernement, les ONG, des institutions privés ou par la coopération technique internationale;

(ii) La formation *dans* le secteur informel, la formation fait partie du secteur.

Dans les pays en développement, la formation professionnelle formelle et organisée se résume aux possibilités suivants: systèmes de formation exécutés par les institutions publiques ou par des ONG, la formation dans les entreprises ou de la prestation privée. Seulement très peu de gens qui travaillent dans le secteur informel ont suivi une formation formelle parce que les institutions de formation formelles sont situées dans les zones urbaines généralement et les exigences d'entrée concernant le niveau d'éducation ne sont souvent pas atteint. En outre, la formation formelle est considérée de ne pas répondre assez bien aux besoins du secteur informel.

En dehors de l'offre de formation formelle, il y a une formation dans le secteur informel qui se base sur les systèmes de formation traditionnels. La formation en apprentissage traditionnelle est souvent le moyen le plus important de la formation dans le secteur informel, en particulier en Afrique d'Ouest. La formation en apprentissage traditionnelle est financée et réglementée par les acteurs eux-mêmes, mais il perpétue les technologies traditionnelles et le manque des normes et l'assurance de la qualité.<sup>33</sup>

La force de la formation non formelle, qui n'est pas gérée par le gouvernement ou les institutions publiques, est qu'il est conduit par une multitude d'acteurs qui peuvent offrir une formation aux groupes cibles spécifiques, de manière efficace au regard de l'accessibilité et aux coûts et qu'il est souple et donc plus susceptible de s'adapter aux besoins des entreprises du secteur informel. La Formation dans le secteur informel se caractérise souvent par des technologies dépassées, la faible organisation, la faible productivité, les conditions de travail inacceptables et, surtout, il est en fonction des compétences du maître respectif. Une partie théorique de cette formation est généralement faible et le

---

<sup>33</sup> Cf. Johanson (2004), p. 22

portfolio des compétences acquises tend à être étroit. Les possibilités pour les femmes dans l'apprentissage traditionnel sont limitées en raison de la division du travail basée sur des concepts traditionnels des deux sexes.

### Un exemple de l'apprentissage traditionnel dans l'industrie du vêtement à Abidjan, Côte d'Ivoire<sup>34</sup>

*Généralement l'apprentissage dure environ trois ans et les apprentis paient une taxe considérable à leurs maîtres et travaillent de longues heures dans les ateliers: En moyenne, neuf heures, six jours par semaine.*

*L'apprentissage ne suit pas un plan préfabriqué. Il est principalement constitué sur répéter les opérations pratiques présentées par le maître. Malgré la formalité induite par le paiement des frais, le besoin de la production superpose toujours des obligations de formation. Parmi les tailleurs, l'assemblage des bouts de tissu (par exemple les manches d'une chemise) ou en ajoutant la touche finale aux vêtements (par exemple coudre des boutons) sont enseignés dans les premiers stages de l'apprentissage, mais ils peuvent passer quelques mois pour être initié à la coupe (la partie la plus importante du processus de production) ou être autorisés à effectuer les tâches commerciales qui impliquent un contact direct avec les clients. Ces opérations sont jalousement monopolisées par l'employeur ou les experts tailleurs dans l'atelier. La mise à niveau dans le processus d'apprentissage semble se produire à un rythme lent. Une occasion importante est offerte si le prédécesseur immédiat de l'apprenti dans l'atelier quitte son emploi ou s'il / elle est promue. Alors, le successeur hérite les tâches effectuées par son chef d'équipe. L'apprenti le plus récente effectue seulement des tâches évitées par les autres (balayer, nettoyer les machines, le repassage, etc.). Le système d'apprentissage, loin d'un calendrier strict d'enseignement, est donc organisé comme une file d'attente de travail.*

*Symptomatiquement, «la libération» est le terme utilisé par les jeunes travailleurs quand ils terminent leur apprentissage, un événement dont la date est tout à fait décidée par le patron. Cette décision est rarement appuyée par des tests techniques, ce qui permet ensuite une manipulation instrumentale par l'employeur. Enfin, le «certificat» livré n'est généralement pas reconnu comme un diplôme valable par les autorités officielles et, par conséquent, a une valeur limitée à la zone où l'employeur a acquis une certaine réputation.*

Pour les employeurs, cette forme d'apprentissage est simplement considérée comme un offre de travail pas cher, donc il semble nécessaire que les gouvernements et les associations d'entreprises utilisent leur influence pour pouvoir apporter des changements. Pour que les formes traditionnelles de l'apprentissage aient leurs avantages, il faut détourner leur attention de l'exploiter des jeunes travailleurs.

Même si la formation dans le secteur informel peut avoir ses faiblesses, le secteur informel a une partie inévitable et fondamentale dans le développement de compétences en raison de son rôle accentué dans l'économie: Pour les pays en développement il est en fait un marché de l'emploi et, par conséquent, une protection des moyens de subsistance et de revenu.

Une multitude de raisons peut être trouvées pourquoi une formation dans le secteur informel est très importante. Le développement des compétences et des connaissances est un instrument clé pour améliorer la productivité, les conditions de travail, et pour promouvoir le travail décent dans le secteur informel: Des meilleures technologies avec une sécurité de travail améliorée peuvent augmenter la productivité et les revenus, réduire la fatigue du travail et les risques professionnels à la santé et la sécurité, ainsi qu'améliorer les produits. Des nouvelles compétences et les connaissances permettront un accès plus économique et sociale aux emplois. En outre, les entrepreneurs plus lettrés sont généralement plus sensible aux mesures de politique, ce qui est important pour le développement du sec-

<sup>34</sup> Guichaoua, 2006, p.9

teur. Les niveaux d'éducation plus élevés signifient une plus grande stabilité des entreprises qui créent des revenus dans le secteur informel.<sup>35</sup>

#### *Quel type de formation est nécessaire et comment devrait-il être livré?*

Les besoins de formation dans le secteur informel sont aperçus très différents. Il est souvent le cas que les travailleurs dans le secteur ne sont pas sûrs des compétences dont ils ont besoin ou ils sont réticents à la participation aux programmes de formation. En entrant dans le secteur informel seulement très peu des compétences sont nécessaires et celles-ci sont habituellement obtenues par la formation traditionnelle.

Les contextes de besoins de formation dans l'économie informelle sont aussi divers comme sa structure. Évidemment, il n'y a pas un concept standard de la formation professionnelle dans le cadre de travail informel. Par ailleurs, en dehors des compétences techniques, il faut aussi développer des compétences sociales, organisationnelles et personnelles des travailleurs du secteur informel. Par conséquent, il faut inclure ces compétences dans l'offre de formation.

Un gros problème est le faible niveau d'éducation général qui est commun parmi nombreux travailleurs du secteur informel. Un manque de compétences basiques est un obstacle principal pour la participation à la formation et aux autres mesures éducatives et également plus tard au cours de la vie active. Les filles et les enfants de familles d'agriculteurs dans les zones rurales sont les plus souvent empêchés de continuer leur enseignement primaire. Cela est particulièrement le cas en Afrique.

Les autres suggestions de cette recherche sont les suivants:

- La formation et **l'inclusion du secteur informel dans le système de la formation professionnelle** semble être indispensable.
- **Il faut sensibiliser les travailleurs et entrepreneurs du secteur informel sur les avantages de la formation professionnelle** afin qu'ils participent aux efforts visant à améliorer leurs conditions de vie et la production par la formation.
- Il faut donner la priorité à la **formalisation des entités du secteur informel** comme un objectif à long terme. Comme le cas du Brésil le montre, cela peut être un outil efficace pour étendre le pouvoir régulatrice du gouvernement à cette partie importante de l'économie et pour inclure un grand nombre de travailleurs dans la protection sociale et les systèmes de formation professionnelle.

Lorsque la nature du secteur informel et de ses acteurs est différente, certains principes généraux de la conception de l'éducation et des programmes de formation peuvent être identifiés.<sup>36</sup>

- Il faut considérer les valeurs et normes socioculturelles.
- Il faut baser les approches de formation sur les structures qui existent déjà en termes de communautés, villages, quartiers et groupes ethniques, religieuses, etc.
- Il faut baser l'offre de formation sur les structures traditionnelles et informelles d'apprentissage et intégrer dans le système de la formation. Aussi, il faut connecter la formation informelle au système de formation formel. Par conséquent, il faut supprimer les obstacles à la disposition formelle de la formation professionnelle.
- Il faut que la formation soit facilement et rapidement accessible, ne prenne pas du temps et soit centré sur les apprentis respectifs.
- Il faut évaluer les besoins locaux avant de développer des programmes de formation.
- Il faut apporter une référence particulière à la disposition de la formation pour les femmes.

### **3.2 Résultats des questionnaires**

Ce chapitre contient l'information sur la formation professionnelle dans le secteur informel qui a été donnée par les partenaires RIFA en répondant au questionnaire sur le sujet.<sup>37</sup>

<sup>35</sup> Cf. Liimatainen, sans an, p.4

<sup>36</sup> Overwien (2007):

Au regard des initiatives de formation professionnelle par les gouvernements dans le secteur informel, le gouvernement du Honduras est présent dans tous les domaines du secteur. La participation gouvernementale fait partie d'une stratégie de soutenir les travailleurs dans le secteur informel. Dans ce cadre, la formation est réalisée par des cours centralisés. Au Guatemala, il y a des premières initiatives sous forme de services en lignes pour obtenir des informations sur la formation; cependant aucune mesure n'a pas encore été mise en œuvre activement pour soutenir la disposition de la formation professionnelle dans le secteur informel.

Au Maroc il y a des programmes concernant la formation dans le secteur de l'artisanat afin d'améliorer les niveaux de compétences. Ces programmes visent essentiellement les jeunes dans plusieurs métiers et combinent la formation théorique dans les centres de formation avec une formation pratique dans les ateliers. Les cours ont du succès et offrent des possibilités d'emploi aux participants, même si la formation n'est pas formelle. Grâce au «Fond de Développement de la Formation professionnelle» (FDFP), la formation professionnelle est soutenue dans le secteur informel de la Côte d'Ivoire. À ce jour, quelque 2400 contrats d'apprentissage ont été conclus dans le pays. À travers de la Côte d'Ivoire, seize personnes sont en charge de recrutement des entreprises à l'appui du programme de formation. Après trois ans, les apprentis reçoivent un certificat informel. Il n'y a pas de frais exigés pour la participation.

En ce qui concerne les niveaux de formation professionnelle dans le secteur informel, de nombreux travailleurs du Honduras n'ont pas passé de formation et il n'y a pas de programmes de formation disponibles dans le secteur. Au Guatemala, certaines mesures sporadiques sont offertes par les organisations gouvernementales ou non gouvernementales. Toutefois, le financement des mesures est souvent difficile. C'est pourquoi INTECAP, l'organisation partenaire RIFA en Guatemala, offre de l'aide financière aux groupes défavorisés pour pouvoir suivre une formation.

Généralement, les travailleurs dans le secteur informel au Maroc reçoivent une formation pratique en milieu de travail, dans les ateliers ou par des stages.

*Comment est-ce que les structures traditionnelles de formation se manifestent dans le secteur informel?*

Lorsqu' au Honduras il y a des structures de formation, qui ne sont pas officiellement reconnus et plusieurs projets sont menés par les donateurs locaux ou internationaux, au Guatemala certaines entreprises forment leurs employés sur le tas. Pendant cette formation, les travailleurs ne reçoivent pas de rémunération. La formation traditionnelle au Maroc est basée sur trois étapes consécutives avec un revenu progressif: La première étape est le statut de l'apprenti qui reçoit une petite allocation. La deuxième étape donne à l'apprenti le statut d'un employé intérimaire qui reçoit une rémunération limitée. La troisième étape : l'employé est un travailleur qualifié qui reçoit un «vrai» salaire et est autorisé à mener sa propre entreprise. Ce peut être un modèle d'un système de formation professionnelle qui est au moins partiellement orienté par les besoins des travailleurs du secteur informel.

En Côte d'Ivoire, la forme la plus courante de formation dans le secteur informel est l'apprentissage traditionnel sans contrat comme également au Bénin, où la formation dépend des différentes professions.

Au regard de la formation professionnelle dans le secteur informel, les acteurs non gouvernementaux sont présent dans tous les pays en question, même si leur nombre est très limité, comme par exemple au Guatemala. Au Honduras, des organisations catholiques non gouvernementales offrent souvent la formation. Au Maroc, les ONG sont mentionnées, tandis que les autres organisations, comme les chambres, OFPPT<sup>38</sup> ou l'*Organisation Entraide Nationale*<sup>39</sup> sont plus ou moins liés à l'état. Les acteurs locaux tels que les maîtres artisans, les associations et les unités de l'administration municipale ont été nommés par les partenaires au Bénin. En Côte d'Ivoire, l'agence allemande de coopération internationale (GIZ), soutenu par des prêts de la banque mondiale, a mis en place un projet des 13 ans pour créer les structures de formation pour les mécaniciens d'automobile et pour la gestion et d'autres métiers.

<sup>37</sup> En raison de simplicité, les noms de pays se présentent comme des synonymes pour les partenaires respectifs RIFA projet.

<sup>38</sup> Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, <http://www.ofppt.ma/>

<sup>39</sup> <http://www.entraide.ma/article/menueview/77>

Il reste à savoir si les qualifications obtenues dans le secteur informel sont officiellement reconnues. Au Honduras, les qualifications obtenues par une formation informelle ne sont pas acceptées, ou du moins ne comparent pas aux qualifications formelles. L'INTECAP au Guatemala offre la certification des qualifications informelles, peu importe où et comment la qualification a été acquise. Les diplômes ne sont pas délivrés dans le secteur informel au Maroc, mais souvent la formation terminée ou l'apprentissage est reconnue par les artisans du secteur. Même si les organisations partenaires des associations d'artisans tels que les institutions de micro-crédit ou les banques acceptent des qualifications obtenues de façon informelle, les artisans aimeraient avoir une entité distincte chargée à réglementer la reconnaissance des qualifications informelles. Les apprentis qui ont terminé une formation en alternance peuvent recevoir un diplôme officiel.

L'approche béninoise se base sur la reconnaissance des qualifications d'une formation informelle par qualifications et examens institutionnalisés, fondés sur l'idée de la reconnaissance des qualifications acquis (RPL).<sup>40</sup> Cette approche est très intéressante comme modèle pour les pays africains parce qu'il prend en compte la situation spécifique des entités informelles et intègre les compétences pré-existantes et les types d'apprentissage.

#### *Le secteur informel est-il présent au dialogue social ?*

La participation de représentants du secteur informel au Honduras est limitée aux politiques en matière de formation professionnelle dans le secteur informel. Les associations, et avant tout les religieuses, plaident pour une représentation plus grande. Au Guatemala, les représentants du secteur informel sont intégrés sporadiquement, mais ne peuvent pas exercer une pression suffisante pour influencer les décisions gouvernementales ou celles des entreprises formelles.

Le dialogue social au Maroc se déroule sans la représentation du secteur informel, au ressentiment du secteur informel artisanat, tandis que les syndicats officiels et les entreprises formelles participent. En outre, certaines professions n'ont pas un système de qualification organisé, et par conséquent les entreprises informelles revendiquent la représentation décente de leurs intérêts, par exemple par les chambres d'artisanat et des métiers. La situation au Bénin est jugée positive parce que les représentants du secteur informel sont impliqués dans le dialogue social.

### **3.3. Opinions et recommandations**

#### *Comment est-ce que la situation du secteur informel peut être améliorée par la formation professionnelle ?*

En ce qui concerne les conclusions de cette étude, il est clair que l'intégration de la formation professionnelle dans le secteur informel est très importante. Selon les partenaires du projet au Honduras, la formation professionnelle propose des instruments pour améliorer la productivité des activités informelles, ce qui contribue à générer des revenus. Grâce à la formation, les compétences peuvent être générées ce qui pourrait conduire au développement des nouvelles méthodes de production et de commercialisation. Au Guatemala, il faudrait que l'état développe l'offre de formation professionnelle, en particulier en réponse aux besoins du secteur informel et de ses travailleurs, et cette disposition devrait être gratuite. Plus de soutien du gouvernement est exigé par les partenaires au Maroc pour pouvoir qualifier des jeunes. Il est important d'étendre le système dual. Au Bénin, où il existe un grand secteur informel, le niveau de qualification des travailleurs du secteur informel est vu comme un élément clé pour rendre le secteur de l'artisanat plus dynamique.

Pour répondre à la question de comment l'offre de la formation professionnelle pourrait être adaptée à la situation dans le secteur informel, le Honduras plaide en faveur d'un système de diagnostic précoce des besoins du secteur. Il faut que les problèmes soient définis précisément et que la résolution des problèmes soient coordonnée par le gouvernement. Le Guatemala propose de déterminer la situation

---

<sup>40</sup> Souvent RPL fait également référence non seulement à l'apprentissage antérieur, mais aussi à l'apprentissage informel ou non formel: apprentissage informel peut être vu comme un apprentissage qui se produit en dehors des institutions formelles ou de parrainage. Elle se déroule dans un environnement des activités ou des intérêts des individus ou des groupes, par interactions avec les amis, la famille et au travail. Elle se réfère à des activités d'apprentissage qui ne sont pas basés sur des cours ou à l'apprentissage structuré qui est livré dans informelles moyens comme dans la communauté. L'apprentissage informel implique l'apprentissage qui se produit dans un environnement où il n'existe pas un cadre formel d'apprentissage, pas de résultats spécifiques ou pas d'enseignement planifié.

de la formation professionnelle dans le secteur informel au moyen des enquêtes qui donnent un aperçu de la façon dont la formation professionnelle pourrait être adaptée aux besoins du secteur. L'INTECAP (Guatemala) a déjà modifié certains programmes afin de les rendre plus sensibles au secteur informel, par exemple dans la cosmétique, la nutrition, la mécanique automobile et l'agriculture.

Le Maroc soutient que tous les secteurs, y compris le secteur informel, devraient être représentés dans les chambres, parce qu'actuellement de nombreux programmes de formation ne répondent pas aux besoins du marché. Maintenant l'affiliation aux chambres répond aux proportions géographiques au lieu de la représentation du secteur. Le Bénin, d'autre part, plaide pour adopter une stratégie nationale pour la formation professionnelle, ce qui peut conduire vers l'intégration du secteur informel dans les programmes de formation et vers la modification de ces programmes en fonction des besoins des entreprises.

*Y-a-t-il des formateurs dans le secteur informel?*

Bien qu'il n'y en a aucun au Honduras, au Guatemala l'INTECAP emploie des formateurs qui travaillent avec des groupes défavorisés ou vulnérables et qui ont accès à la formation supérieure. Au Maroc, les formateurs officiels (par l'OFPPPT) jouent un rôle important dans le secteur informel parce qu'ils sont réputés être les seuls à prendre en compte les besoins des artisans, peu importe s'ils travaillent formel ou informel.

Parmi d'autres, les partenaires de Guatemala soutiennent que les compétences acquises de manière informelle devraient être intégrées dans les programmes d'études professionnelles. Le Honduras a indiqué que l'intégration est nécessaire et que l'intégration de nouvelles qualifications est exigée par les entreprises. Au Maroc, les capacités de gestion dans le secteur informel sont mises en question, mais les compétences techniques acquises en formation informelle sont généralement reconnues. Pour améliorer les capacités de gestion dans le secteur informel, certains cours de formation sous la houlette des chambres sont considérés comme utiles, en particulier dans la commercialisation ou la comptabilité.

*Comment les travailleurs du secteur informel peuvent accéder à une formation (formelle) professionnelle?*

Des Cours de formation ambulants basés sur l'évaluation de la demande du marché ont été proposés par le Honduras. Selon les partenaires du Guatemala, il faut développer des programmes spéciaux de formation pour les travailleurs du secteur informel, tandis que parmi eux, il faut promouvoir les avantages de la formation continue. On peut introduire la formation par correspondance et la formation au système dual pour l'organisation de la formation. Au Maroc le système dual est considéré comme le système le plus efficace en mettant l'accent sur les stages et / ou une formation pratique qui est organisée par les chambres de métiers. La raison de l'efficacité du système dual est la possibilité d'accorder la formation et les besoins du poste de travail.

Le secteur informel au Bénin a été une partie de la stratégie nationale sur la formation professionnelle depuis 1995 afin d'intégrer les jeunes au marché du travail. L'accent est mis sur la formalisation des entreprises informelles, correspondant à l'approche brésilienne.

*Est-ce qu'on devrait généralement appuyer la formation professionnelle dans le secteur informel et si oui, comment?*

Selon les partenaires Honduras, la formation professionnelle peut faciliter la création de micro-entreprises dans le secteur informel et conduire à l'amélioration des conditions de vie à travers la création des emplois et l'augmentation de l'aptitude à l'emploi. Au Guatemala le soutien de la formation professionnelle dans le secteur informel peut être part d'une politique du marché du travail et renforcerait l'esprit d'entreprise dans le pays. Au Maroc, les entreprises informelles dans le secteur de l'artisanat devraient recevoir un grand soutien, notamment par un meilleur accès à l'économie formelle et à la finance. Au Maroc, il faudrait faciliter la formalisation du travail informel. Par la participation aux conférences et aux foires commerciales, l'approche peut être encouragée dans tout le pays.

Au Bénin, le gouvernement soutient déjà la formation professionnelle dans le secteur informel par son intégration à l'éducation nationale et par la stratégie de la formation. La création d'un ministère de l'éducation et de la formation professionnelle et d'une «Direction de la Formation technique et professionnelle de qualification» (DFQP) est favorable.

### 3.4 Possibilités de transfert de connaissance: Approches de la formation professionnelle dans le secteur informel expliquées de façon exemplaire

#### 3.4.1 Le Bénin – l'approche institutionnel

Le Bénin est un exemple unique pour l'approche de la formation au secteur informel. Ceci est surtout dû à l'implication de trois grandes institutions: les employeurs et les syndicats ainsi que les autorités publiques. Toutes les trois parties sont responsables de la promotion, du financement, du développement et de l'évaluation de la transmission des compétences par des initiatives de formation dans le secteur informel. L'«approche institutionnelle»<sup>41</sup> reflète la participation coordonnée des acteurs politiques, économiques, professionnels et sociaux. Le fait que le secteur informel représente plus de 40 pour cent du PIB, rend la formation de la perspective sociale ainsi qu'économique pour le secteur prioritaire.

*Comment la formation informelle se base sur l'approche institutionnelle ?*

Avec l'aide de plusieurs donneurs internationaux et d'agences de coopération technique<sup>42</sup> Bénin a lancé en 2001 un processus de réforme fondamentale vers un système intégré de formation professionnelle en 2001, qui également inclut le secteur informel. Au centre de ce système se trouve la formation en apprentissage, couvrant surtout les différentes professions du secteur de l'artisanat. L'apprentissage vise principalement les décrocheurs scolaires ou des jeunes confrontés aux obstacles pour entrer la formation formelle. Généralement, dans le secteur informel, l'apprentissage offre pour beaucoup souvent la seule occasion d'obtenir un emploi sûr et une intégration dans la population active en gardant les tendances du marché et des développements technologiques.

Au Bénin, deux certificats ont été mis en place à partir de 2001 visant à l'innovation et à l'organisation formelle des programmes d'apprentissage traditionnel comme un part de réformes. Le certificat national sur les compétences professionnelles (*Certificat de qualification professionnelle CQP*) a été introduit en 2005. Le CQP sert l'attestation du niveau de compétence des travailleurs. Son groupe cible sont les jeunes âgés de 14 ans et plus ayant acquis un niveau de qualification professionnelle équivalente à la dernière année d'école primaire au Bénin. Le CQP est obtenu après 600 heures de formation ou de trois ans, qui sont répartis entre la formation dans une salle de classe dans un centre de formation, une fois par semaine et 4 à 5 jours par semaine avec le formateur respectif en formation pratique. Dans le cadre du CQP le système de formation professionnelle est transformé progressivement dans un système dual. L'objectif annoncé est que 3000 apprentis chaque année obtiennent le CQP.

En plus du CQP, un certificat de compétences professionnel (*Certificat de qualification au métier QOM*) est introduit. Le CQM est mise en place pour la poursuite de la formation continue, alors que le CQP s'adresse à la formation initiale. Le CQM est créé pour être une mesure visant à introduire des normes minimales de la qualité des compétences clés et représente un instrument de valider les compétences déjà acquises par l'apprentissage traditionnel.

Cette approche est une expérience prometteuse de réorganiser la formation par intégration du secteur informel pour plusieurs raisons: Il se base sur les structures déjà existantes de l'apprentissage dans le secteur informel pour l'introduction graduelle d'une formation théorique et d'une certification (formelle), donc la considération des besoins du secteur est mis en pratique. En outre, la connexion d'un cadre législatif et réglementaire avec la consultation et le partenariat pour son implémentation semble d'être un choix très raisonnable, probablement conduisant à la volonté de toutes les parties prenantes à soutenir le processus de réforme.

#### 3.4.2 La Côte d'Ivoire

<sup>41</sup> Naturellement, il y a d'autres programmes de formation en dehors de cette approche, mais en raison de son potentiel de devenir un modèle de bonnes pratiques, seulement l'approche institutionnelle est présenté ici.

<sup>42</sup> Pour plus d'informations référez-vous à AFD, 2006, p.21

Le centre du système de formation professionnelle Ivoirienne est le *Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP)*. Le fonds a été créé en 1991 dans le cadre du programme nationale de développement des ressources humaines. Il est l'instrument principal pour coordonner et réaliser une politique concernant l'apprentissage et la formation continue. En outre, il surveille, évalue et finance les plans de la formation et ses projets.

Le fonds couvre également la formation pour le secteur informel. Il gère la taxe d'apprentissage et les taxes pour la formation professionnelle continue qui est perçu par les contributions obligatoires. En coopération avec des partenaires il offre la formation en entreprise. Contrairement à la plupart de dispositions traditionnelles, un des points forts de la formation par le fonds est que les apprentis n'ont pas de frais à payer. Par conséquent, la formation par le fonds est particulièrement intéressante pour les jeunes dans le secteur informel.

Le ministère ivoirien de l'agriculture a présenté l'approche de la création de comités locaux de formation.<sup>43</sup> Les comités sont responsables pour le développement des programmes de formation des jeunes et des travailleurs dans le secteur agricole, un secteur dans lequel l'informalité est particulièrement commune. Les cours sont adaptés aux besoins de l'économie locale afin d'aider les diplômés à trouver du travail. L'inclusion des chefferies locales dans le processus de prise de décision révèle l'importance qui est accordée à l'intégration du contexte local au développement de programmes de formation. Cette approche est durable parce qu'elle se concentre sur l'acquisition des compétences des techniques de l'agriculture de subsistances qui permettent aux producteurs de mieux assurer leur conditions de vie sans les forcer à quitter leurs villages natales.

### 3.4.3 Le Maroc

Selon l'étude réalisée par l'AFD, le Maroc est confronté à un conflit particulier: Le système de formation vise à qualifier les jeunes à l'entrée du marché du travail alors qu'en même temps, le marché du travail recrute principalement des personnes non qualifiées. L'enquête de l'AFD révèle que 4 à 5 pour cent des travailleurs du secteur informel ont suivi une formation formelle, tandis que plus de 80 pour cent sont formés simplement sur place. La pertinence des techniques traditionnelles de formation est soulignée par la conclusion des chercheurs de l'AFD que l'apprentissage traditionnel est encore pratiqué dans tous les métiers manuels.<sup>44</sup>

Ce problème et le fait que le taux des décrocheurs est élevé au Maroc (environ 60.000 étudiants chaque année) rendent la formation professionnelle dans le secteur informel à une «seconde chance» ou une mesure normative. Souvent, les conditions d'entrée et les obstacles financiers d'accéder au système officiel de la formation professionnelle sont trop élevés pour les décrocheurs et pour ceux qui ne sont jamais allés à l'école, laissant ces groupes sans aucune solution sauf travailler au secteur informel.

Par conséquent, le défi principal est la création des initiatives de formation en relation des besoins très hétérogènes des personnes qui travaillent dans le secteur informel et des entreprises du secteur. Toutefois, il est noté que les pouvoirs publics se distancent de développer des mesures de formation, en particulier pour le secteur informel.<sup>45</sup> Ainsi, à travers la mise en place d'une direction de l'éducation non formelle en 1998, plusieurs initiatives gouvernementales ont été lancés pour répondre aux problèmes de la pauvreté et de l'analphabétisme et d'introduire des programmes de démarrage d'emploi: Environ 40 classes à travers le pays cible les jeunes entre 12 à 15 ans avec la disposition des compétences de base avec laquelle ils peuvent entrer soit à la formation professionnelle ou bien trouver un emploi, ou ils peuvent mettre à jour leurs connaissances afin de progresser au système de formation professionnelle. Tous les programmes sont menés en coopération avec les ministères et les acteurs locaux et régionaux ainsi que les ONG et les représentants du secteur privé.

À côté de la direction de l'éducation non formelle, l'agence nationale de solidarité Entraide opère plusieurs programmes principalement visant au développement social, l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté.<sup>46</sup> Une des approches centrale pour atteindre ces objectifs est l'éducation et la formation professionnelle. L'Entraide tient 86 «Centres de Formation par Apprentissage» (CFA) qui offrent des programmes d'apprentissage avec 80 pour cent du temps consacré à la formation pratique en

<sup>43</sup> Walther, 2011, p.8

<sup>44</sup> L'Agence Française de Développement 2006, p.18

<sup>45</sup> Ibid., p 20

<sup>46</sup> Cf. <http://www.entraide.ma/article/menuview/28>



entreprise. Selon l'organisation, en 2009/2010 plus de 6.000 personnes ont bénéficié des programmes d'apprentissage.

En plus des efforts du secteur public il y a plusieurs initiatives par d'autres acteurs visant à la formation professionnelle pour les travailleurs informels, tels que

- *L'organisation de micro-crédit: Al Amana*  
Un des plus grands fournisseurs de microcrédits au Maroc, Al Amana offre également des services de formation, par exemple la «formation des activités génératrices de revenus». Pour un tarif symbolique, les participants peuvent prendre part aux modules concernant le marketing, les techniques de vente, la gestion des ressources humaines ou la gestion générale. Les cours suivent des approches spéciales didactiques afin de répondre aux faibles niveaux d'éducation des participants. Alors que de nombreux entrepreneurs informels hésitent à participer à la formation parce qu'ils ne voient pas d'impact immédiat, beaucoup ont déjà pris part à des modules de formation. Ils ont réalisé s'ils obtiennent un micro-crédit, il y aura d'autres défis opérationnels à traiter pour lesquels la formation les aide à faire face.<sup>47</sup>
- *Le quartier d'activités: l'approche des unités mobiles*  
Depuis que ce concept a été développé par l'OFPPPT et par l'aide au développement Belge, ce programme de formation particulier a été mis en pratique dans les zones rurales ainsi qu'en milieu urbain. L'approche est ciblée sur les jeunes sans éducation, les diplômés au chômage, les travailleurs informels et formels. Dans les maisons mobiles équipées avec un atelier pour une certaine profession, les stagiaires reçoivent des compétences basées sur des situations réelles du monde du travail, sans devoir quitter leurs environnements immédiats. En raison de cette pratique, les participants sont motivés à participer sur une base régulière pour les cours qui durent de deux semaines à quatre mois.
- *Les maisons familiales rurales (MFR)*  
Cette institution française a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme depuis sa création en 1937. Depuis les années 1970, MFR également dispose d'une division internationale (*Association Internationale des Mouvements Familiaux de Formation Rurale AIMFR*). Les centres de famille en milieu rural sont arrivés au Maroc en 1995. L'objectif est de soutenir le développement social et professionnel par la formation pendant et après le travail. Les groupes cibles marocaines sont les décrocheurs de 15 à 24 ans qui sont fournies avec une formation de trois ans. En utilisant la méthodologie pédagogique particulière et un mélange d'éducation général et de formation professionnelle, les cours sont généralement adaptées aux circonstances locales. Les programmes de formation dirigés par les MFR sont un produit de la coopération étroite des entreprises et des familles. Depuis 2002, tous les MFR au Maroc sont regroupés par une association nationale des centres de famille en milieu rural (*Union Nationale des Maisons familiales rurales*).

## **4. Résumé**

Les exemples présentés ci-dessus ont été choisis en fonction des centres d'intérêt des participants au projet RIFA. En tous les cas, l'éducation formelle et la formation professionnelle n'ont pas répondu entièrement aux besoins du secteur informel, c'est pourquoi les moyens différents ont été identifiés afin d'optimiser le développement des compétences dans ce secteur.

Le Bénin a mis l'implication et la coopération entre les partenaires sociaux au centre de sa réforme du système de formation professionnelle, une approche qui inclut le secteur informel. L'acquisition de qualifications en forme de CQP (*Certificat de qualification professionnelle*) et de CQM (*Certificat de qualification au métier*) sont au centre de cette stratégie. Il est évident que toutes les mesures visent à la reconnaissance des compétences déjà obtenues dans le monde de travail informel. Par conséquent, les mesures sont un instrument pour la reconnaissance des compétences déjà acquis (*Recognition of prior learning - RPL*) ainsi que de formaliser la formation dispensée dans le secteur informel. Par ces efforts de formalisation, le développement et l'amélioration des normes professionnelles font avancer et son domaine d'application des secteurs de l'économie est étendu.

---

<sup>47</sup> AFD, 2006, pages 22 / 23

Également, la formalisation est l'objectif du programme *Empreendedor Individual* au Brésil. Si cette politique conduira à la disparition du secteur informel au Brésil n'est pas encore certain, et si oui, quelles seront les conséquences de sa disparition? Bien que ces effets sur la formation au regard du secteur informel ne sont pas encore évidents, le programme pourrait être une option intéressante pour les autres pays.

Contrairement aux approches gouvernementales béninois et ivoirien, les projets présentés au Maroc sont mis en œuvre par d'autres acteurs et ouvrent des alternatives intéressantes à l'action gouvernementale. Bien qu'à ce jour ils touchent généralement un nombre de personnes limité: *Les maisons familiales rurales* (MFR) en particulier pourraient être un chemin prometteur d'offrir une formation dans les zones rurales. La majorité de la population dans presque tous les pays de RIFA vit en milieu rural, ce qui la rend encore plus difficile à atteindre que les travailleurs du secteur informel en milieu urbain. Le projet MFR est déjà présent dans tous les pays cibles RIFA, sauf la Côte d'Ivoire, et il peut donc être l'objet d'une initiative conjointe visant à étendre et optimiser la prestation de la formation professionnelle dans le secteur informel.

Surtout en milieu urbain, les unités mobiles au Maroc représentent une autre initiative favorable à la situation du secteur informel, non seulement parce qu'elles «viennent vers les gens», mais aussi parce qu'elles offrent des cours de formation à court terme qu'elles impliquent l'environnement immédiat des travailleurs.

Les questionnaires expliquent que la situation dans le secteur informel dans les pays du projet RIFA est différente en ce qui concerne (i) les conditions de vie, (ii) les personnes, (iii) les initiatives de formation, (iv) la prestation de formation existante et (v) l'état général du secteur, alors que généralement ils contiennent des similitudes surprenantes. Ces différences enflamment pourtant le débat parce qu'elles offrent l'échange d'informations et le transfert de connaissances, ainsi que l'identification des bonnes pratiques possibles qui pourraient être transférées à d'autres pays. En effet, un certain nombre de bonnes pratiques qui sont exercées dans les pays participants peuvent être nommées:

1. Les unités mobiles de formation au Maroc qui permettent d'atteindre les zones rurales où la majorité des personnes travaillant dans des entreprises informelles.
2. L'approche institutionnalisée au Bénin qui implique les employeurs (et leurs associations), les syndicats et les pouvoirs publics à unir leurs efforts dans la lutte contre les aspects négatifs du secteur informel.
3. Les comités locaux de formation en Côte d'Ivoire qui contribuent à la formation des travailleurs du secteur informel dans les zones rurales.
4. Le programme de la formalisation complète du gouvernement brésilien qui vise à éliminer le secteur informel entièrement et qui offre un moyen d'inclure les travailleurs informels dans le système de formation professionnelle formelle.

Cependant, il faut toujours considérer toutes les initiatives de formation professionnelle dans et pour le secteur informel conjointement avec leurs environnements spécifiques. Il faut placer toutes les mesures de formation dans les réalités sociales et économiques respectifs et au regard de ce qu'ils sont censés de réaliser. Il est essentiel de déterminer des objectifs d'intervention de formation clairement afin d'évaluer sa pertinence ou de la réussite.

De plus, la formation n'est pertinente que si elle est perçue comme un moyen d'améliorer la situation du secteur informel: la formation professionnelle, tout en étant seulement un moyen pour atteindre cet objectif, joue un rôle crucial et doit être une partie d'un programme plus large pour lancer le processus d'amélioration de la situation du grand nombre de personnes employées par le secteur informel.

## **Références**

- AFD, La formation professionnelle en secteur informel, Rapport sur l'enquête terrain au Bénin, 2006, en: <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/019-document-travail.pdf>
- African Development Bank (AfDB), Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2008. Economic Outlook Benin, en: <http://www.oecd.org/dataoecd/14/37/40573945.pdf>
- African Development Bank (AfDB), Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2008. Economic Outlook Côte d'Ivoire, en: <http://www.oecd.org/dataoecd/13/38/40577266.pdf>
- African Development Bank (AfDB), Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2008. Economic Outlook Morocco, en: <http://www.oecd.org/dataoecd/13/8/40578273.pdf>
- African Economic Outlook, 2012. The status of human development in Africa as measured by the Human Development Index, en: <http://www.africaneconomicoutlook.org/en/outlook/human-development/the-status-of-human-development-in-africa-as-measured-by-the-human-development-index/>
- Amin, M., 2010. How Do Manufacturing and Service Firms Differ within the Informal Sector? [PDF] Enterprise Note No. 14: Enterprise Note Series, World Bank, Washington D.C, en: <http://enterprisesurveys.org/~media/FPDKM/EnterpriseSurveys/Documents/Enterprise%20Notes/Informality-14.pdf>
- Bezerra, J., Cavalcanti, T.V.de V., 2007. Brazil's lack of growth. En: University of Chicago, Conference on the Impact of President Lula's First Administration. Chicago, USA, 20-21 April. Chicago: University of Chicago, en: <http://www.econ.cam.ac.uk/faculty/cavalcanti/growthbrazil2.pdf>
- Capp, J., Elstrodt, H.-P., Jones, W.B., 2005. Reigning in Brazil's informal economy. The McKinsey Quarterly, January 2005, en: <http://zonecours.hec.ca/documents/H2008-P5-1549351.BrazilEconomy.pdf>
- Central Intelligence Agency, 2012. World Factbook Morocco, en: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/mo.html>
- Chaudhuri, S., Mukhopadhyay, U., 2010. Revisiting the Informal Sector [e-book]. New York, Springer, pp.1-15.
- Cortés, F., 1997. Metamorphosis of the Marginal: The debate over the informal sector in Latin America. Current Sociology 45 (71), pp.71-90.
- Economic Community of West African States (ECOWAS), European Commission, West African Economic and Monetary Union (WAEMU), 2008.
- European Community - West Africa Regional Strategy Paper and Regional Indicative Programme 2008 – 2013, en: <http://www.delnga.ec.europa.eu/projects/EC-West%20Africa%20Regional%20Strategy%20Paper.pdf>
- Entraide Nationale, 2010. Formation par apprentissage, at: <http://www.entraide.ma/article/menuview/21>
- Freije, S., sans an, Informal Employment in Latin America and the Caribbean: Causes, Consequences and Policy Recommendations. Labor Markets Policy Briefs Series. Washington D.C.: Inter-American Development Bank Sustainable Development Department ed, en: <http://www.iadb.org/publications/search.cfm?query=&context=&docType=&topic=LABO&country=&searchLang=&lang=en&page=8>
- Guichaoua, Y., 2006. Non-protected Labour in one West African Capital: Characteristics of Jobs and Occupational Mobility in Abidjan, Côte d'Ivoire [PDF]. Working Paper Number 132, QEH Working Paper Series: Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, Queen Elizabeth House, University of Oxford, en: [http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/34/66/51/PDF/Guichaoua\\_-\\_Non-protected\\_Labour\\_in\\_one\\_West\\_African\\_Capital.PDF](http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/34/66/51/PDF/Guichaoua_-_Non-protected_Labour_in_one_West_African_Capital.PDF)

- Henley, A.G., Arabsheibani, R., Carneiro, F.G., 2008. On Defining and Measuring the Informal Sector: Evidence from Brazil. *World Development*, 37 (5), pp. 992–1003, at: [http://intranet.ukzn.ac.za/geog/ugrad/level3/hc\\_sust\\_cities/readings/4\\_THE%20URBAN%20ECONOMY/Informal%20sector%20Brazil.pdf](http://intranet.ukzn.ac.za/geog/ugrad/level3/hc_sust_cities/readings/4_THE%20URBAN%20ECONOMY/Informal%20sector%20Brazil.pdf)
- International Labour Organization, 2002. Report VI: Decent work and the informal economy. En: International Labour Organization, International Labour Conference 90th Session. Geneva, Switzerland
- International Labour Organization Department of Statistics, 2011. Statistical Update on Employment in the informal sector. International Labour Organization, Geneva, en: [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--stat/documents/presentation/wcms\\_157467.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/--stat/documents/presentation/wcms_157467.pdf)
- Johanson, R.K., Adams, A.V., 2004. Skills Development in Sub-Saharan Africa. Regional and Sectoral Studies, World Bank, Washington DC, en: <http://info.worldbank.org/etools/docs/library/235731/Skills%20Development%20in%20Sub%20Saharan%20Africa.pdf>
- Kanté, S., 2002. Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent. Document de travail sur l'économie informelle. International Labour Organization, Geneva, en: [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_122219.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_122219.pdf)
- Liimatainen, M.-R., sans an, Training and Skills Acquisition in the Informal Sector: A Literature Review. InFocus Programme on Skills, Knowledge and Employability, Informal Economy Series. International Labour Organization, Geneva, en: [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed\\_emp/@ifp\\_skills/documents/publication/wcms\\_104010.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@ifp_skills/documents/publication/wcms_104010.pdf)
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2010. Latin American Economic Outlook 2011: How middle-class is Latin America?, en: [http://www.latameconomy.org/fileadmin/uploads/laeo/Documents/E-book\\_LEo2011-EN\\_entier.pdf](http://www.latameconomy.org/fileadmin/uploads/laeo/Documents/E-book_LEo2011-EN_entier.pdf)
- Overwien, B. 1997. Employment-oriented non-formal training for young people in the informal sector in Latin America. *Education*. 55/56. Tübingen: Institute for Scientific Cooperation ed.
- Overwien, B., 2007. The Training and Qualification of Target Groups in the Informal Sector. Conceptual Outlines and Examples. Bonn, Mannheim: Internationale Weiterbildung und Entwicklung gGmbH (InWEnt) ed. Beiträge aus der Praxis der beruflichen Bildung Nr. 20, en: [http://star-www.inwent.org/starweb/inwent/docs/Lehrbrief\\_20\\_engl.pdf](http://star-www.inwent.org/starweb/inwent/docs/Lehrbrief_20_engl.pdf)
- Schneider, F., 2002. Size and Measurement of the informal economy in 110 countries around the world, en: [http://www.amnet.co.il/attachments/informal\\_economy110.pdf](http://www.amnet.co.il/attachments/informal_economy110.pdf)
- Soares, F.V., 2004. Some Stylized Facts of the Informal Sector in Brazil in the Last Two Decades. En: ANPEC (Associação Nacional dos Centros de Pósgraduação em Economia), Proceedings of the 32th Brazilian Economics Meeting. Salvador, Brazil 8-10 December 2010. Ingá Niterói: ANPEC, en: <http://www.anpec.org.br/encontro2004/artigos/A04A142.pdf>
- Thomas, J., 2002. Decent Work in the Informal Sector: Latin America. Working Paper on the Informal Economy, International Labour Organization, Geneva, en: [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_122207.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_122207.pdf)
- United Nations Development Programme, n.d. Country Profiles and International Human Development Indicators, en: <http://hdr.undp.org/en/data/profiles/>
- Walther, R., 2011. Building Skills in the Informal Sector. Background paper prepared for the Education for All Global Monitoring Report 2012, en: <http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ED/pdf/gmr2012-ED-EFA-MRT-PI-08.pdf>
- Walther, R. 2006. Vocational Training in the Informal Sector. Report on the BENIN Field Survey [PDF]. Agence Française de Développement (AFD), Paris, en: <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/019-document-travail-VA.pdf>
- Walther, R. 2006. Vocational Training in the Informal Sector. Report on the MOROCCO Field Survey. Agence Française de Développement (AFD), Paris, en: <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/017-document-travail-VA.pdf>
- Walther, R., n.d. Vocational Training in the Informal Sector or How to stimulate the economies of developing countries? Conclusions of a field survey in seven African countries. L'agence Française de Développement (AFD), Paris, en: [http://www.eib.org/attachments/general/events/luxembourg\\_18112008\\_formation\\_professionnelle\\_en.pdf](http://www.eib.org/attachments/general/events/luxembourg_18112008_formation_professionnelle_en.pdf)
- Xaba, J., Horn, P., Motala, S., 2002. The Informal Sector in sub-Saharan Africa. Working Paper on the Informal Economy. International Labour Organization, Geneva, en: [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_122204.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_122204.pdf)